

« TENDANCES DE L'ORIENT »

Liban : les sunnites patriotes font rempart contre la discorde sectaire

par Pierre Khalaf

PARTENAIRES | BEYROUTH (LIBAN) | 14 AOÛT 2012



Cheikh Ahmad Al-Assir

Les sunnites patriotes, rempart contre la discorde sectaire

Par Ghaleb Kandil

Les efforts s'intensifient en vue de provoquer un conflit communautaire et sectaire dans la région arabo-musulmane, dans le but de la déchirer. Les Israéliens prévoient déjà le morcellement de la Syrie, du Liban et de l'Irak, alors que les États-Unis s'emploient à enfoncer de grands pays du Moyen-Orient élargi, comme l'Iran et le Pakistan, dans des bains de sang, à travers des mouvements terroristes et takfiristes, œuvrant sous le slogan de la libération du Baloutchistan.

Le Liban vit depuis des années sous le spectre d'un conflit sectaire, qui devient un danger réel. De nombreuses tentatives ont eu lieu ces derniers temps pour provoquer des heurts qui

serviraient d'étincelle à une discorde qui deviendrait incontrôlable, tantôt à travers le déplacement des combats de Bab Tebbané et Jabal Mohsen, à Tripoli, vers d'autres régions, ou encore en provoquant des affrontements à Tarik Jdidé. L'enlèvement de pèlerins libanais retenus en otages en Syrie depuis le 20 mai s'inscrit également dans le cadre de ces tentatives.

Ceux qui ont planifié ces incidents ont à chaque fois tenté de susciter des réactions sectaires et de répandre le désordre et le chaos sécuritaire. Ils ont tenté, à n'importe quel prix, de provoquer un accrochage ou des frictions, mais ils ont échoué jusqu'à présent, en raison de la décision du Hezbollah et du Mouvement Amal de ne pas se laisser entrainer dans un affrontement sectaire. Déçus par leur fiasco, ils ont confié cette sale besogne à cheikh Ahmad Al-Assir, qui a fait des prêches sectaires et provocateurs, dans l'espoir de susciter des réactions du même type de la part de l'autre camp. Mais en dépit du fait que ce cheikh intégriste a dépassé toutes les limites, et du laxisme des autorités et des responsables sécuritaires face à ce discours extrémiste interdit par les lois libanaises, et de la complicité de nombreux médias inscrits sur la payroll des États du Golfe et de leurs représentants au Liban, Amal, le Hezbollah et leurs alliés ne sont pas tombés dans le piège.

La fermeture de la route du Liban-Sud au niveau de Saïda par les partisans de cheikh Al-Assir a montré sur quelles bases devrait reposer la riposte à ces provocations. Les dirigeants patriotes de la ville se sont dressés pour étouffer la *fitna* dans l'œuf, rendant à cette ville son rôle national en y instaurant un nouvel équilibre populaire et politique. Ce sursaut a fait avorter l'initiative de cheikh Al-Assir, qui espérait provoquer des heurts interconfessionnels. Mais au lieu de cela, ce sont les fils de Saïda qui se sont opposés à lui. Ses commanditaires se sont alors employés à lui trouver une porte de sortie et son sit-in a été démantelé sans qu'il n'atteigne les objectifs qu'il s'était fixé. À savoir, l'examen « sérieux » de la question des armes de la Résistance. À cette occasion, les liens existant entre Al-Assir et le Courant du futur (CDF) sont apparus au grand jour avec la rencontre entre le cheikh intégriste et Ahmad Hariri, secrétaire général du CDF, et la décision de ce mouvement de ne pas appuyer la grève à Saïda.

La conclusion que l'on peut tirer de ces événements est que les forces réellement nationalistes sont capables de faire échec à la discorde. Dans ce cadre, les forces et personnalités sunnites patriotes, qui partagent avec leurs partisans les principes et les valeurs de la Résistance et l'attachement à l'identité arabe, peuvent jouer un rôle central. De même que la participation de médias à ce complot peut être jugulée à travers une bataille politique et juridique menée en Conseil des ministres pour priver les « partisans de la discorde » de la couverture médiatique dont ils bénéficient.

La Résistance et les forces patriotes ont toujours fait montre d'une patience exemplaire dans le traitement des questions nationales sensibles, plaçant en tête de leurs priorités la nécessité d'éviter la *fitna*. Leurs ennemis ont exploité cette patience pour multiplier les provocations et faire avancer leur plan, en misant sur le silence de la Résistance dont l'attachement à l'unité nationale s'est transformé, aussi paradoxal que cela puisse paraître, en point de faiblesse.

L'expérience des derniers mois a prouvé que les leaders sunnites patriotes sont un partenaire de confiance sur lequel on peut compter. Ils disposent d'une assise populaire et d'un prestige politique susceptibles d'empêcher le glissement vers le bain de sang pour lequel les services de renseignements des États du Golfe, et leurs mentors occidentaux et israéliens, travaillent d'arrache-pied.

Déclarations et prises de positions

Michel Sleiman, président de la République libanaise

« Je suis attaché à l'option de la proportionnelle dans le projet voté par le Conseil des ministres. Cette option était réclamée par un large éventail de Libanais, y compris par une partie de ceux qui s'opposent aujourd'hui au projet totalement ou partiellement, et cela est leur droit démocratique. C'est à la Chambre de débattre de la question des circonscriptions électorales de façon à ce que celles-ci entraînent l'approbation du plus grand nombre de

députés. Il est nécessaire d'améliorer le quota féminin afin que la femme puisse avoir une participation et un rôle réel et effectif dans la vie politique. »

Sayyed Hassan Nasrallah, secrétaire général du Hezbollah

« La Résistance constitue la source principale de crainte pour Israël s'il vient à songer à agresser le Liban. Si la Résistance constitue un rempart face à l'agression israélienne contre le Liban, au regard de son échec en 2006, Israël est en revanche rassuré par les régimes arabes, parce que leur décision se trouve hypothéquée par les États-Unis. Les armes qui sont détenues par la plupart des armées arabes ne font pas peur à Israël. Mais si quelqu'un vient à rompre l'équilibre, ils ont immédiatement recours à la menace. Ce qui signifie que le Liban possède une force de dissuasion qui s'appelle la Résistance. Comment peut-on être réellement en mesure de penser à se dispenser de la puissance de la Résistance avec tout ce qui se produit dans la région ? Est-ce le moment de le faire ? Et quelle est la force de dissuasion alternative dont le Liban pourrait bénéficier pour être sûr qu'Israël n'aura pas peur d'attaquer ? Les visées d'Israël sur nos terres et notre eau ont-elles disparu, alors même qu'il manifeste un intérêt notable pour notre pétrole et notre gaz ? Les autres n'ont pas de vision. Ils veulent juste que nous remettions nos armes. L'armée peut-elle constituer une force de dissuasion ? Sa force devrait être égale à celle de l'armée israélienne et c'est à ce moment-là qu'elle peut constituer une force de dissuasion. Peut-on seulement en arriver à ce stade ? Il faut apaiser les craintes communautaires créées par le maintien des armes par une seule communauté, mais sans ôter les armes de la Résistance et exposer tout le Liban au danger israélien. La solution, c'est de préserver la Résistance et de nous asseoir calmement pour discuter des craintes. Ils disent qu'il ne peut y avoir d'élections à l'ombre des armes. Il y a eu des élections au Koura et elles se sont déroulées en toute intégrité. Tout cela s'est produit à l'ombre des armes de la Résistance, qui sont pour la Résistance et qui n'ont eu aucune influence sur les élections. Durant toutes les élections, il n'y a jamais eu d'influence quelconque des armes sur le scrutin. Certains affirment qu'il ne devrait pas y avoir de proportionnelle à l'ombre des armes.

Pourquoi peut-on le faire avec un scrutin majoritaire et pas la proportionnelle ? Certains prétendent que pour régler l'état de chaos généré par les armes au Liban, il faudrait dissoudre la Résistance et en ôter les armes. Il y a au Liban des partis, des milices, des guerres et le chaos des armes d'avant notre naissance et avant que la Résistance n'existe. Les armes sont chez tous les Libanais et les armes qui génèrent des problèmes sont aux mains de tous les Libanais. Quant aux armes qui servent à dissuader Israël, elles sont chez nous, uniquement. Il est possible d'organiser le chaos des armes si l'État et les forces politiques en possèdent la volonté, tout en préservant la Résistance. Ils disent que les armes de la Résistance empêchent l'édification de l'État. Y avait-il un État avant la création de la Résistance ? Il n'y a pas eu d'État avant 1990. Est-ce notre faute ? Non. Jamais. Ils dissimulent les véritables raisons et inventent des prétextes fallacieux. Les véritables raisons sont l'État confessionnel - nous avons, depuis la fondation du Grand Liban, une crise d'État - ainsi que la corruption, politique, financière et administrative - et comment édifier un État alors que la corruption est répandue ? Certains changent leur fusil d'épaule et d'allégeance politique en fonction de l'argent. La réforme tarde, mais le problème, c'est que la corruption est protégée. La plupart des forces politiques qui triomphent lors des élections sont une partie de la corruption et la protègent. Et lorsque nous voulons parfois combattre la corruption, elles menacent d'une guerre civile et confessionnelle. Nous sommes ceux qui profiteraient le plus de l'édification de l'État réel. Nous avons des armes depuis 30 ans. Si nous avions voulu établir notre hégémonie sur l'État, pourquoi ne l'avons-nous pas fait ? Nous ne le voulons pas. Si l'une des composantes du 14-Mars avait nos armes, elle aurait établi son hégémonie sur le pays. Nous avons eu l'opportunité de dominer le pays le 7 mai 2008 et nous ne l'avons pas fait parce que nous ne le voulons pas. Au nom de la communauté chiite, je déclare que nous ne voulons être ni une communauté gouvernante ni une communauté leader. Nous reconnaissons le Liban dans toutes ses communautés et dans le respect mutuel. Nous devons tous être égaux pour vivre ensemble. Mais il y a un camp politique qui refuse tout véritable dialogue : les forces du 14-Mars, qui souhaitent que la Résistance remette ses

armes et que le gouvernement Mikati s'en aille pour prendre le pouvoir. Pouvez-vous protéger le Liban si vous prenez le pouvoir ? Pouvez-vous combattre la corruption ? Comment pourraient-ils le faire alors qu'ils sont une partie importante de la corruption ? Si le cabinet chute et que le 14-Mars prend le pouvoir, la TVA va augmenter. Au moins le gouvernement actuel mène une politique de dissociation à l'égard des événements en Syrie. S'ils prennent le pouvoir, ils ouvriront des camps de combattants dans le Nord et la Békaa, et créeront des zones tampon. Il n'y a qu'une seule issue : nous devons nous asseoir ensemble à la table de dialogue. Les États-Unis et l'Occident veulent détruire la Syrie et y empêchent tout dialogue. Cela est déplorable au plan humanitaire, mais si la situation est abandonnée à la solution militaire, les choses iront vers plus de tueries et de massacres. Nous souhaitons que tout le monde se calme en Syrie. Et que les parties au Liban ne posent pas de conditions au dialogue, et que les Libanais continuent à discuter ensemble : l'alternative au dialogue, c'est le chaos. »

Najib Mikati, Premier ministre du Liban

« Je me suis rendu en Turquie en compagnie des ministres des Affaires étrangères et de l'Intérieur, le président Michel Sleiman s'est aussi rendu en Turquie et les informations disponibles montrent que les Turcs font de leur mieux dans l'affaire des onze pèlerins libanais enlevés en Syrie. Mais il est apparu que les otages sont encore en Syrie. Les derniers développements médiatiques montrent que ce dossier commence à prendre une nouvelle orientation. À notre avis, les pèlerins sont devenus des otages utilisés dans des objectifs libanais internes. Malgré cela, nous tentons de régler la question de la manière la plus satisfaisante possible. Nous n'avons pas de contact direct avec les ravisseurs, mais il y a un échange de messages loin des médias pour suivre l'évolution de la situation. En tout état de cause, notre principal souci est d'assurer la sécurité des pèlerins et leur retour chez eux sains et saufs. Je ne suis pas de ceux qui provoquent des polémiques stériles. Tant que je n'ai pas de preuves claires, je ne dirais rien. Mais les apparences montrent aujourd'hui qu'il y a une certaine manipulation et une exploitation de l'affaire (...) J'ai dit que je suis le chef d'un gouvernement qui reste en place. Les

ministres assument pleinement leurs fonctions, même s'il faut plus de complémentarité entre les différents ministères. J'ai ajouté que je ne serais pas un obstacle devant tout ce qui est utile au Liban. Par conséquent, s'il y a un accord pour la formation d'un nouveau gouvernement, quelle que soit son appellation, je faciliterai cette opération. Certains diront : voilà qu'il pose des conditions. Là n'est pas la question. Je suis simplement soucieux de l'intérêt du pays et je n'accepte pas de le laisser plonger dans l'inconnu face aux dangers qui sont de plus en plus menaçants. Si nous regardons ce qui se passe autour de nous, nous verrons que nous bénéficions d'une stabilité relative mais acceptable. Nous sommes au cœur d'une tempête et de vagues énormes au point que nous n'arrivons pas à mettre un plan pour le lendemain. Nous avons chaque jour un nouveau problème et le but est sans doute de nous distraire pour nous neutraliser. Mais la réalité est que la neutralisation ne touche pas le gouvernement qui changera un jour, ni ma personne puisque je n'ai pas le monopole de la présidence du gouvernement, ni moi ni quelqu'un d'autre d'ailleurs. Je me demande donc s'il ne s'agit pas en fait de noyer le navire libanais. Au lieu de rester solidaires face aux dangers actuels, certains se lancent dans un pilonnage systématique et aveugle, sachant que ces attaques nuiront au Liban. La politique de dissociation à l'égard du dossier syrien a été la décision la plus difficile que nous ayons adoptée au début des événements en Syrie. Imaginons un peu quelle aurait été la situation dans le pays si nous avions décidé d'appuyer la révolution en Syrie ou le régime. Notre rôle n'est pas de décider à la place des Syriens. Depuis le premier jour, nous avons dit que nous voulons le meilleur pour la Syrie et son peuple. Mon objectif est uniquement de protéger mon pays et de lui éviter un surplus de divisions. Notre pays est divisé sur la question syrienne et toute politique autre que la dissociation signifie encore plus de division et le glissement vers la guerre civile. »

Michel Aoun, leader du Courant patriotique libre

« Tout le monde sait qu'avec les moyens actuels, l'armée ne peut pas réaliser l'équilibre avec Israël. De plus, le faible et le pauvre ont du mal à réaliser un équilibre avec le fort et le riche, dans le cadre des forces traditionnelles. C'est pourquoi la guérilla est la solution

pour les faibles et les pauvres. Ceux qui veulent donc que l'armée assume la défense face à Israël manquent de connaissances stratégiques. Le reste s'inscrit dans le cadre de la polémique. Les armes de la Résistance n'ont pas empêché la victoire électorale du 14-Mars en 2009 ni cette année au Koura. Dans ce cas, pourquoi le feraient-elles en 2013 ?»

Revue de presse

As Safir (Quotidien libanais proche de la majorité, 10 août 2012)

Washington, Joe Makaron

Le lobby libanais à Washington est entré en contact avec l'administration états-unienne pour faire un équilibre avec la campagne de dénigrement lancée depuis plusieurs mois contre le secteur bancaire par le lobby juif sioniste, représenté par l'organisation « Unis contre un Iran nucléaire » (UANI). Cette association accuse le système bancaire libanais et la Banque centrale de superviser et de protéger une vaste opération de blanchiment d'argent au profit de l'Iran, de la Syrie et du Hezbollah.

Une délégation du lobby libanais « Task force for Lebanon », conduite par le président de son Conseil d'administration, Thomas Nassif et son président, Peter Tannous, a été reçue par Tony Blinken, conseiller à la sécurité nationale du vice-président Joe Biden, pour lui remettre une lettre. Dans le texte, « Task force » dénonce la campagne de dénigrement lancée par UANI et ses appels aux institutions financières et États à se débarrasser de leurs titres souverains libanais, ce qui porte atteinte au secteur bancaire libanais dans son ensemble. Le lobby libanais a estimé que les « arguments développés par UANI sont pleins d'erreurs », notamment les affirmations selon lesquelles la plus grande partie des dépôts dans les banques libanaises provient des « activités criminelles du Hezbollah et de la fuite de certains capitaux de Syrie ». Task force explique que la forte augmentation des dépôts dans les banques libanaises à partir de 2008 est due au fait que de nombreux émigrés libanais ont replacé leur pays d'origine par peur de la crise mondiale et parce que les établissements libanais

offraient un taux d'intérêt de 4 %.

MM. Nassif et Tannous ont demandé à l'administration états-unienne de prendre position au sujet de cette affaire. Certes, qu'elle dénonce la campagne d'UANI serait trop lui demander, mais elle pourrait affirmer sa confiance dans les mesures adoptées par la banque centrale libanaise.

Une source informée de la teneur des entretiens a indiqué que M. Blinken a assuré que la politique américaine n'est pas de cibler la totalité du système bancaire libanais mais seulement les établissements contrevenants.

As Safir (10 août 2012)

Imad Marmal

La visite de Saïd Jalili à Beyrouth et les vives réactions qui l'ont suivi prouvent que la confrontation dans la région est désormais ouverte, sans gants diplomatiques, et que les acteurs principaux ont décidé de jouer cartes sur table. Alors que les marges de manœuvres se sont rétrécies et que la crise syrienne a atteint son apogée, l'Iran a haussé le ton, laissant entendre que l'incendie en Syrie pourrait s'étendre à toute la région et brûler Israël, s'il n'est pas circonscrit. Pendant ce temps, les relations entre Téhéran, la Turquie et l'Arabie se compliquent davantage.

L'identité de Jalili et la teneur de ses déclarations donnent toute son importance à sa visite. L'homme fait partie du petit carré de décideurs. Il est directement lié au guide Ali Khamenei, entretient de bonnes relations avec le président Mahmoud Ahmadinejad et tient les ficelles du dossier nucléaire iranien. C'est donc un personnage central du système iranien. Toute parole qui sort de sa bouche est bien étudiée et prend toute son ampleur.

Ainsi, la venue de Jalili à Beyrouth signifie que pour Téhéran, le Liban constitue une profondeur pour la sécurité nationale iranienne et que la République islamique est concernée par la force de la Résistance. Il est clair que M. Jalili a voulu montrer que la Résistance est un choix stable et solide pour l'Iran, indépendamment des circonstances volatiles dans la région. Et ceux qui pensent qu'en prenant pour cible le régime syrien ils peuvent l'affaiblir, se font des illusions. Voilà que l'Iran descend de tout son poids dans l'arène pour rétablir l'équilibre et empêcher

qu'il ne soit modifié au profit du camp adverse. Au sujet du timing, il est clair que la visite de Jalili à Beyrouth et Damas a coïncidé avec le début de la bataille d'Alep. Il semble que Damas a voulu dire aux parties concernées dans la région et en Occident, qu'il s'intéresse directement à cette bataille et qu'il soutient la décision du président Bachar al-Assad de trancher militairement. Car celui qui renforce son emprise sur le terrain peut imposer ses conditions politiques, ou du moins peut améliorer ses positions lors d'un éventuel compromis. Surtout qu'Alep est proche de la frontière turque et que certains souhaitent la transformer en Benghazi.

Au vu de l'importance stratégique de la confrontation en cours à Alep, les connaisseurs affirment que Téhéran n'acceptera pas que la ville et ses alentours soient transformée en zone tampon, qui servirait de tremplin pour resserrer l'étau sur Bachar al-Assad à Damas. Concernant les déclarations de Jalili à Beyrouth, selon lesquelles Téhéran « n'acceptera pas que l'axe de la résistance soit brisé », elles signifient que l'Iran se considère comme partie prenante dans la confrontation et se tient aux premières lignes. Les propos de Jalili montrent que l'Iran ne permettra pas la chute d'Assad et que son pari de voir le président syrien rester au pouvoir sera gagnant. Autant que le pari de nommer Nouri al-Maliki au poste de Premier ministre en Irak l'a été, alors que les Etats-Unis souhaitaient voir lyad Allaoui à sa place.

As Safir (8 août 2012)

Ghassan Rifi

Les positions politiques de la Jamaa islamiya se balancent entre l'ambition de son commandement d'imposer sa présence sur la scène libanaise, profitant de la montée en puissance des mouvements islamistes et de l'arrivée au pouvoir des frères musulmans, en Égypte, et sa volonté de ne pas couper tous les ponts qu'elle maintient avec la plupart des forces politiques du pays.

L'escalade politique opérée dernièrement par la Jamaa contre le gouvernement et le Hezbollah reflètent l'embarras que vit cette organisation, due aux développements qui s'accélèrent dans la région, notamment en Syrie. La Jamaa estime que la chute du régime syrien marque le début de son ascension populaire sur la

scène sunnite, au détriment du Courant du futur, qui connaît une certaine éclipse. Il est clair que la Jamaa, qui a payé un lourd tribut dans les années 80 à cause de son soutien à l'insurrection des Frères musulmans, a visiblement tranché ses choix. Elle se comporte en partant du principe que l'effondrement du régime Assad est inéluctable. Mais ce qui étonne est le changement de ton vis-à-vis des parties alliées sur la scène islamique, notamment le Hezbollah.

Cette réalité prouve que l'organisation n'a pas un discours politique stable. Elle a des divergences avec le Hezbollah et critique sévèrement ses positions, mais reste attaché à la relation qui la lie au parti en tant que mouvement de résistance. La Jamaa tient aux réunions mensuelles avec des responsables du Hezbollah, bien qu'elle dénonce son point de vue concernant la crise syrienne. Néanmoins, elle craint une discorde sunnite-chiite.

La Jamaa va loin dans son soutien au peuple syrien, sans pour autant avoir des positions cassante contre le régime et sans participer aux mouvements de rues organisées en signe de soutien à la révolte. Ce qui, d'ailleurs, provoque la colère des frères musulmans syriens. La Jamaa appelle à la chute du gouvernement libanais mais conserve en même temps des contacts, loin des projecteurs, avec le Premier ministre Najib Mikati. Elle considère ce dernier comme un rival électoral dans la rue sunnite, mais le voit aussi comme un supporter de ses institutions éducatives et médicales. La Jamaa souhaite se débarrasser de l'ombrelle du Courant du futur et d'étendre son influence sur la scène sunnite, mais veut préserver de bonnes relations avec Saad Hariri.

Un responsable de la Jamaa assure que son organisation veut préserver les équilibres en vigueur dans le pays et n'est pas disposé à rompre avec n'importe quelle parti local. Elle veut sortir des événements qui secouent la région avec le moins de pertes possibles, sans se soucier d'engranger des gains.

An Nahar (Quotidien libanais proche du 14-Mars)

Sarkis Naoum (10 aout 2012)

Le président de la République Michel Sleiman n'est pas le grand gagnant de l'adoption du projet de loi électorale par le Conseil des Ministres, comme il le pense. Si le président avait examiné de près

ce projet, il aurait constaté qu'il favorise nettement la position des forces du 8-Mars dans les prochaines élections législatives, et permettrait au Hezbollah ainsi qu'à ses alliés de remporter le scrutin face au 14-Mars, menées par le Courant du futur et ses alliés chrétiens durant les élections de 2013. De plus, ce projet est susceptible d'affaiblir le centrisme représenté par Walid Joublatt. Si le président était soucieux de préserver les équilibres entre les deux camps adverses au Liban durant les prochaines élections, il serait intervenu en vue d'obtenir la modification du découpage des circonscriptions, contesté par le 14-Mars, mais aussi par Walid Joublatt. Le Hezbollah est le seul gagnant de l'adoption de ce projet de loi, qui lui assurera une nette victoire durant les prochaines élections.

An Nahar (10 aout 2012)

Ibrahim Bayram

Les deux derniers discours du leader du Hezbollah, sayyed Hassan Nasrallah, ont été interprétés comme des réponses au discours du président de la République Michel Sleiman lors que la fête de l'armée. Le chef de l'État avait réinterprété la formule Armée-peuple-Résistance, en affirmant que c'est à l'armée que devrait revenir le commandement en cas de guerre. En réaffirmant que la formule la plus efficace pour défendre le Liban reste celle qui est en vigueur actuellement, sayyed Nasrallah a montré que le Hezbollah est disposé, aujourd'hui plus que jamais, à abandonner sa politique « flexible et positive » et à écouter les remarques qui était adressées à son émissaire au palais présidentiel ; surtout que le commandement du parti estime que « Michel Sleiman n'est plus le même ».

Sayyed Nasrallah clôturera ses réponses par une allocution lors la Journée al-Quds, le dernier vendredi du ramadan. Ce discours sera une sorte de réponse ferme à toutes les remarques et interrogations qui pleuvent depuis le début de la crise syriennes. Le Hezbollah est interrogé sur ses plans en cas de chute de son plus proche allié, le régime du président Bachar al-Assad. Cependant, le parti est confiant dans la capacité du régime à résister et à sortir de sa crise, et n'envisage en aucun cas sa chute. Il conseille aux parties concernées de ne plus lui poser ce type de questions qui

sont une perte de temps et, par conséquent, de ne plus faire des paris sur les développements de la situation en Syrie.

Dans ce contexte, sayyed Nasrallah a établi une approche de la situation interne, qu'il considère comme des constantes : attachement au dialogue ; équilibre entre les armes et l'argumentaire développé à l'adresse des autres pour défendre les armes ; préservation de la stabilité, de la politique de la main tendue et refus de prendre le pouvoir. Mais au passage, il rappelle que s'il le souhaite, il est capable de le faire. Un message à qui de droit...

Al Akhbar (Quotidien libanais proche de la majorité, 9 août 2012)

Abdel Kafi Samad

Le périmètre des confrontations à Tripoli commence à s'élargir pour dépasser les régions traditionnelles de combats, à savoir Babel-Tabbané et de Jabal Mohsen. Un échange de tirs a eu lieu avant-hier dans la mosquée Issa Bin Mariam dans la ville de Mina à Tripoli, entre les partisans du Chef du Mouvement de l'Unification islamique, cheikh Hashem Minkara, et ses adversaires. À la suite de l'incident, les proches de Minkara ont affirmé que les événements qui surviennent à Tripoli visent à neutraliser toute position sunnite favorable à la Résistance. Dans ce contexte, le Front d'action islamique, allié du Chef du Mouvement de l'Unification islamique, a publié un communiqué soulignant que les « événements de Tripoli constituent une tentative de la part du Courant du futur et de certains de ses alliés islamistes visant à nous éradiquer de la région et à éliminer notre présence politique ».

Cet incident a été précédé par l'annonce de la défection du cheikh Youssef An-Namel du Mouvement de l'Unification islamique. Ce dernier avait imputé sa décision au fait que des gangs, financés par le Hezbollah, se formaient au sein du Front d'action islamique, depuis la mort du cheikh Fathi Yakan, dans l'objectif de susciter la discorde parmi les sunnites.

Al Akhbar (9 août 2012)

Le contingent turc opérant dans le cadre de la Finul s'est bunkérisé au Liban-Sud, installant des fils barbelés et des blocs de béton, un portail en fer électronique et une sirène d'alarme, autour de sa base. Les soldats turcs ont très peur d'être kidnappés après que le

porte-parole des familles des pèlerins libanais otages en Syrie, cheikh Abbas Zogheib, aient menacé de les considérer « comme nos invités », « Ils savent très bien que considérer les Turcs comme invités équivaut purement et simplement à les kidnapper pour les échanger avec les pèlerins en Syrie en faisant pression sur Ankara. Ils savent que ces otages communiquent avec leurs familles grâce à un téléphone turc en possession de leurs geôliers », confie une source citée par le site www.nowlebanon.com.

Al Akhbar (8 août 2012)

Nasser Charara

Il y a quelques jours, le gouvernement libanais a reçu une lettre adressée par l'Arabie saoudite, dans laquelle le royaume demande l'établissement d'un canal de coopération au niveau des renseignements dans le domaine de la surveillance du transfert d'armes de la Syrie vers le territoire libanais. Cette demande est entourée d'un mystère aussi bien au niveau de ses objectifs que de ses justifications. Sur le plan de la forme, la requête saoudienne aurait pu être compréhensible si la coopération avait été limitée aux renseignements sur le transfert d'armes non-conventionnelles. Mais le terme utilisé est « tout type d'armes ». De même que la lettre ne précise pas vers quelles forces se dirigent les craintes de les voir prendre possession de ces armes. Ce qui signifie que l'Arabie saoudite demande au Liban de se joindre à un effort au niveau du renseignement qui existait avant la crise syrienne, déployés par l'Occident et Israël, visant à découvrir les voies de ravitaillement de la Résistance libanaise à travers la Syrie.

Le fait nouveau réside dans la tentative de mettre sur pied un dispositif de renseignement commun avec le gouvernement libanais pour surveiller l'armement de la Résistance via la Syrie, considéré comme un État défaillant. Que l'Arabie saoudite ait proposé à la Jordanie l'établissement d'une telle coopération aurait été à la limite compréhensible, vu que les deux pays partagent une frontière commune. Mais comme il n'y a pas de continuité géographique entre le Liban et l'Arabie, cette demande est inexplicable. Même si cela n'est pas formulé expressément, la demande saoudienne signifie que le Liban est invité à prendre part à la lutte contre les résultats d'une idée répandue par l'Occident à

l'instigation d'Israël, que le régime syrien pourrait transférer des armes stratégiques au Hezbollah de peur qu'il ne s'effondre ou à titre préventif face à une attaque extérieure.

Ad Diyar (Quotidien libanais centriste, 10 août 2012)

L'ambassadeur d'un État européen aurait demandé l'avis des différentes formations politiques libanaises quant à la possibilité de l'adoption par le Conseil de Sécurité d'une résolution, stipulant l'élargissement de la mission de la Finul au Liban, prévoyant son déploiement sur les frontières avec la Syrie.

L'Orient-Le Jour (Quotidien francophone libanais proche du 14-Mars)

(10 août 2012)

Soupçonné d'être lié à une affaire à caractère sécuritaire, l'ancien ministre et député Michel Samaha, connu pour entretenir des liens très étroits avec le régime syrien, a été arrêté hier matin à son domicile de Khonchara (Metn-Nord) par une unité des services de renseignements des Forces de sécurité intérieure. À en croire diverses sources d'informations, toutes concordantes, quelques heures après son interrogatoire, sous la supervision du procureur général par intérim, le juge Samir Hammoud, M. Samaha aurait fait des aveux concrets dont la teneur a été rapportée en soirée par plusieurs sources et par les principales chaînes de télévision. Ces aveux rapides seraient dus au fait que les services de sécurité sont en possession de preuves diverses (documents, photos, vidéos, pièces à conviction, etc.) qui constitueraient un dossier particulièrement solide.

L'ancien ministre et député aurait de ce fait reconnu, en fin d'après-midi, avoir planifié, à l'instigation de Damas, plusieurs attentats à la bombe qui étaient prévus lors d'iftars au Liban-Nord, et précisément au Akkar, l'objectif étant, selon les sources précitées, de provoquer une discorde sunnito-alaouite et sunnito-chrétienne. Il aurait également avoué, toujours d'après les sources susmentionnées, que les explosifs préparés à cette fin ont été transportés de Syrie à bord de sa voiture de type Mercedes et remis au Liban à un citoyen de la famille Kfoury - qui a lui aussi été arrêté...

Des sources de sécurité haut placées ont fait état de la découverte

de nombreuses charges explosives prêtes à être utilisées. Elles n'ont cependant pas précisé où ces charges ont été découvertes...

Selon les informations de l'enquête rapportées par la chaîne LBC, Michel Samaha serait passé aux aveux après les confessions de son chauffeur, Farès Barakat, arrêté avec lui. En outre, toujours selon la LBC, c'est au cours de sa dernière visite à Damas, précisément chez le général Ali Mamlouk, que l'ancien ministre aurait acquis les explosifs nécessaires pour mener les attentats. La MTV est allée jusqu'à affirmer que Michel Samaha « aurait agi sur ordre de Damas », selon des informations de l'enquête.

Pour sa part, la chaîne New TV a précisé que les autorités disposeraient d'une vidéo prouvant son implication dans la planification d'attentats dans le nord du pays. Selon les informations de *L'Orient-Le Jour*, il existe parmi les éléments de preuve un enregistrement audiovisuel qui montre l'ancien ministre, dans un parking souterrain, transférant des explosifs du coffre de sa voiture jusqu'à un véhicule garé à proximité et conduit par une tierce personne. Cet élément, ainsi que d'autres auront fourni des preuves solides aux mains des SR, accélérant ainsi les aveux de Michel Samaha. L'enquête aurait été en outre entamée il y a plusieurs semaines, après des informations fournies aux SR libanais par des services de renseignements étrangers, mettant en garde contre de possibles assassinats politiques visant à déstabiliser le pays, à la veille de la visite du pape à la mi-septembre, et pour détourner l'attention de la crise syrienne.

Œuvrant donc à rassembler les preuves nécessaires, avec l'aide d'un de ceux que Michel Samaha aurait sollicités pour la mise à exécution des attentats, les SR des FSI ont opéré hier l'arrestation de l'ancien ministre, et avec lui son chauffeur Farès Barakat et sa secrétaire (relâchés en fin de soirée), après en avoir informé les autorités concernées, à savoir le président de la République, le Premier ministre et le ministre de l'Intérieur, comme le confirme à *L'OLJ* une source proche de ce dernier.

Le ministre de l'Intérieur Marwan Charbel a démenti avoir eu connaissance de l'arrestation, affirmant que « la justice est la seule partie habilitée à s'exprimer sur l'affaire », mais la même source précise que le ministre n'a été informé que quelques heures avant que l'opération ne soit entamée. En outre, le Premier ministre

Nagib Mikati avait affirmé dans la journée que l'arrestation de Michel Samaha était liée à des questions de sécurité et non à une collaboration avec Israël ou au Tribunal spécial pour le Liban (TSL), chargé d'enquêter sur l'assassinat de l'ancien dirigeant Rafic Hariri.

L'Orient-Le Jour (9 août 2012)

Scarlett Haddad

Le Liban-Nord est depuis quelques jours pris littéralement d'assaut par les correspondants de la presse étrangère qui s'attendent à un afflux de réfugiés syriens dans la foulée de la bataille d'Alep. Ces réfugiés constituent d'ailleurs actuellement une matière de choix pour les médias qui leur consacrent de nombreux articles, exposant leur situation dans tous ses aspects. Selon les sources de l'Onu, il y aurait actuellement 35 000 réfugiés syriens au Liban officiellement recensés. Ils se sont généralement installés au Nord, notamment au Akkar, à Dennyé et à Tripoli, mais il y a aussi deux grands regroupements à Barja, dans l'Iqlim el-Kharroub, et à Saïda, ainsi qu'un troisième de moindre importance dans la Békaa, à Ersal. En raison de sa population à majorité chiite, la Békaa accueille en fait (relativement) peu de réfugiés syriens. Quant au Metn et au Kesrouan, ce sont les plus nantis qui s'y sont installés.

Les réfugiés démunis sont pris en charge par plusieurs associations humanitaires dont une seule est arabe : l'association Abdallah al-Thani du Qatar. Les autres sont Caritas, le Fonds de l'Onu pour les réfugiés et le Conseil des réfugiés norvégien. L'Union européenne octroie aussi des aides ainsi que le Haut-Comité de secours relevant du gouvernement libanais. Ces associations fournissent de l'assistance médicale, des produits alimentaires de première nécessité et tout ce qui touche aux soins et à la nourriture des enfants en bas âge. Malgré cela, les réfugiés syriens se plaignent de manquer de beaucoup de choses et critiquent l'insuffisance des aides qui leur sont fournies. Pourtant, des écoles ont été ouvertes à leur intention à Tripoli même, alors qu'un étage entier leur est réservé à l'hôpital al-Zahra dans la capitale du Nord. De plus, l'hôpital gouvernemental de Tripoli, l'hôpital Notre-Dame de la Paix à Kobeyate, l'hôpital Rahal et l'hôpital gouvernemental de Halba accueillent les blessés. Officiellement, ces réfugiés ne sont pas des combattants, et l'armée libanaise déployée au Nord et

le long des frontières facilite leur arrivée au Liban. S'ils sont blessés, les soldats libanais les emmènent vers les hôpitaux ou vers les lieux d'accueil. Même lorsqu'ils empruntent les voies de passage clandestines, l'armée ne cherche pas à les arrêter et au contraire leur fournit toute l'aide requise. En dépit de la campagne menée par certains hommes politiques du Nord, l'armée libanaise est bien présente dans la région où elle déploie trois brigades, une force d'intervention et des commandos (qui ont pris la relève de l'unité hélicoptérée) en plus des gardes-frontières.

L'armée libanaise se retrouve souvent en proie à un véritable casse-tête. Elle sait par exemple que de nombreux blessés syriens qu'elle convoie vers les hôpitaux sont des combattants de l'opposition, mais cela ne l'empêche pas de les aider, car elle fait la distinction entre l'aide humanitaire et les considérations militaires et politiques. Toutefois, lorsqu'un combattant est attrapé en possession d'armes, il est arrêté et déféré devant la justice compétente. Ce fut ainsi le cas du Syrien S.K. arrêté en possession de quatre revolvers dotés de silencieux, qui sont en général utilisés pour commettre des assassinats. Il a été arrêté et déféré devant la justice militaire... qui s'est empressée de le relâcher, en exigeant qu'il ne soit pas remis à la Sûreté générale afin de ne pas être rapatrié dans son pays. L'homme circule donc en toute liberté au Liban, comme d'ailleurs beaucoup de ses compatriotes, et l'armée ne peut pas intervenir, même pas pour régler le port d'armes. Le Liban avait déjà bien du mal avec les armes palestiniennes hors et à l'intérieur des camps, il devra faire face tôt ou tard à celui des armes des Syriens. Quelle que soit la position adoptée vis-à-vis de l'opposition syrienne, celle-ci ne devrait pourtant pas être autorisée à circuler avec ses armes à l'intérieur du pays. Mais la politique a ses raisons que l'armée ignore et celle-ci a du mal à remplir sa mission dans un tel contexte, d'autant que le dossier syrien attise les tensions confessionnelles et politiques et divise les Libanais.

Le dossier des réfugiés syriens, qui est avant tout une question humanitaire, risque donc de plus en plus de poser un problème sécuritaire au Liban et de se transformer en casse-tête, surtout si l'armée chargée de garantir la sécurité des citoyens et la paix civile n'a pas les mains libres pour agir. Ainsi, quatre Palestiniens

membres de Fateh el-Islam qui avaient combattu l'armée pendant la bataille dans ce camp, avant de s'enfuir en Syrie, où ils ont soutenu l'opposition à Koussayr notamment, sont récemment retournés à Aïn el-Héloué. Les informations parvenues à l'armée annoncent qu'ils comptent se rendre de nouveau en Syrie. L'armée, qui encercle le camp, peut-elle les arrêter dans un contexte aussi délicat alors qu'ils sont accusés d'avoir tué des soldats pendant la bataille de Nahr el-Bared ? Quelle attitude adopter ? C'est dire que la crise syrienne devient chaque jour un peu plus pesante au Liban. Si les combats se poursuivent à ce rythme, leurs répercussions sur la scène libanaise ne peuvent que s'aggraver. Entre le dossier humanitaire et l'approche sécuritaire, le Liban est plus que jamais tributaire de la situation en Syrie.

Ria Novosti (Agence de presse russe-8 août 2012)

Des combattants de l'Armée syrienne libre (ASL ; opposition) affirment avoir tué le général russe Vladimir Kodjiev, rapporte mercredi la chaîne Al Arabiya citant un communiqué de l'ASL. En guise de preuve, la chaîne diffuse des images de pièces d'identité du général, auquel les opposants attribuent le poste de conseiller du ministre syrien de la Défense.

En outre, les rebelles affirment avoir tué l'interprète du général Ahmed Aiq et s'être emparés de cartes et de certains documents concernant l'opposition anti-Assad et l'Armée syrienne libre.

D'après une source au sein du ministère russe de la Défense contactée par RIA Novosti, il n'y a pas de « général Kodjiev » dans les rangs de l'armée russe.

Selon l'interlocuteur de l'agence, il pourrait s'agir d'un officier russe en retraite ou d'un originaire de l'une des ex-républiques soviétiques.

Dans le même cadre, la télévision libanaise al-Manar a indiqué que « l'armée syrienne a capturé un groupe de sept officiers turcs et saoudiens qui coordonnaient les actions de groupes armés d'opposition opérant à Alep. Selon ces informations, les officiers ont été arrêtés dimanche lors d'une opération spéciale menée par les militaires syriens dans le quartier qui abrite le bâtiment de la radio et télévision syriennes. Des interrogatoires ont permis d'établir leur implication dans des opérations de combat.

Les agents turcs ont été identifiés comme Sultan Oldu et Taher Amnitiu, tandis que les Saoudiens sont Abdel Wahed Al-Thani, Abdel Aziz Al-Matiri, Ahmad Al-Hadi, Moussa Al-Zahrani et Firas Al-Zahrani.

Par ailleurs, des commandos luttant contre le régime syrien ont tué mardi près de Homs (centre) 16 personnes, pour la plupart alaouites et chrétiens, ont annoncé les médias occidentaux se référant à l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) basé à Londres.

Pierre Khalaf

Source
New Orient News (Liban)

Source : « Liban : les sunnites patriotes font rempart contre la discorde sectaire », par Pierre Khalaf, New Orient News (Liban), *Réseau Voltaire*, 14 août 2012, www.voltairenet.org/a175386